

Question d'Europe

n°193

7 février 2011



La Lettonie après l'élection du parlement

de Sandra Kalniete,

Députée européenne dans le groupe
du Parti Populaire européen

RÉSUMÉ En Lettonie, les dernières élections législatives ont eu lieu le 2 octobre dernier, dans un contexte économique difficile. Ces élections ont consacré la victoire de la coalition « *Unité* », et confirmé dans son poste le Premier ministre sortant Valdis Dombrovskis. Nommé en 2008 par le Président de la République suite à la démission du précédent gouvernement, Valdis Dombrovskis avait pourtant pris des mesures d'économies particulièrement dures, afin d'éviter une faillite de l'Etat, très lourdement endetté auprès des instances internationales. Qualifié de « *mature* » par la presse européenne, le choix des citoyens lettons a montré qu'il était possible de mettre en place des mesures d'économie draconiennes et de gagner les élections.

Mais la victoire de Valdis Dombrovskis est aussi celle d'une génération politique éduquée, honnête, et jugée non responsable de la crise économique en cours. Elle contraste avec celle des oligarques, ces politiciens fortunés, dont le réseau d'influence s'étend des grandes entreprises aux partis politiques. A la question de la réduction ou de l'augmentation des dépenses publiques, qui a structuré la campagne entre l'« *Unité* » et « *Pour une bonne Lettonie* » (PBL), s'est ajoutée celle du tropisme pro-européen ou pro-russe de chacun des deux partis. Le vote ethnique a également joué, le « *Centre de Concorde* » (CC) s'adressant aux russophones, tandis que l'« *Union Nationale* » (UN) défendait une « *Lettonie lettone* ». Enfin, l'« *Association des Verts et des Paysans* » (AVP), dirigée par un oligarque, a trouvé son soutien dans les campagnes et les petites villes.

La coalition de l'« *Unité* » et de l'AVP, soutenue par l'UN, dispose d'une assise politique qui garantit une stabilité des décisions, et qui lui permettra peut-être de conduire la Lettonie vers l'adhésion à la zone euro en 2014.

INTRODUCTION En Lettonie, l'élection du Parlement (Saeima), le 2 octobre 2010, a eu lieu dans un contexte de profonde crise économique. Ce contexte lui donne une dimension qui pourrait intéresser nos partenaires des autres Etats de l'Union européenne. En effet, le dernier trimestre de 2010 a vu apparaître des fissures dans les économies grecque, irlandaise, portugaise et espagnole. Des décisions douloureuses et impopulaires s'imposent pour réduire drastiquement les déficits et stabiliser leur situation financière. La menace de dérapage s'étend des Etats à l'euro et peut-être même à l'Union européenne. L'expérience de la Lettonie prouve qu'il est possible de mettre en place un train de mesures d'économie draconiennes et de gagner les élections. Cela implique deux facteurs favorables : un chef de gouvernement

entreprenant qui sait ce qu'il faut faire, et une opinion publique qui soutient les décisions du gouvernement au nom de l'intérêt supérieur de l'Etat. Le Premier ministre, Valdis Dombrovskis, a eu le courage de prendre les mesures que ses collègues des autres Etats devront inévitablement prendre dans les délais les plus brefs. La crise en Lettonie a été jugulée et l'économie a retrouvé le chemin de la croissance. Les élections législatives de 2010 méritent d'être analysées pour comprendre comment, dans une période où les salaires ont été réduits d'un quart et, même parfois d'un tiers, et où le chômage a atteint les 20%, le chef du gouvernement est parvenu à convaincre l'opinion publique de la justesse de sa politique. Valdis Dombrovskis a reçu à ces élections le meilleur score, ce qui lui a donné la possi-

La Lettonie après l'élection du parlement

bilité de poursuivre sa politique de redressement avec une majorité parlementaire plus importante qu'avant les élections. Des députés européens m'ont fait part de l'admiration que portent les gouvernants d'Europe occidentale à Valdis Dombrovskis pour le courage et la calme détermination dont il a fait preuve au moment de prendre les mesures indispensables pour sauver la Lettonie de la banqueroute.

Pour comprendre les élections en Lettonie, il est nécessaire non seulement de décrypter la période préélectorale, mais aussi de rappeler le contexte politique qui a conduit Valdis Dombrovskis au poste de Premier ministre. Il a pris sa charge avec un grand sens de la responsabilité et une grande abnégation. Ni lui, ni les experts ne pouvaient imaginer le soutien qu'il allait recevoir en devenant le Premier ministre le plus populaire que la Lettonie ait connu, comptant sur 77 000 voix de soutien [1], le meilleur score de l'histoire électorale lettone.

Regard sur les événements préélectoraux

Après l'adhésion à l'Union européenne en 2004, la Lettonie a connu une forte croissance économique. Les prix de l'immobilier ont doublé en quelques années, et l'Etat a reçu des fonds structurels européens. Les Lettons pensaient atteindre la prospérité dont ils avaient si longtemps rêvé. Mais les experts internationaux ne manquèrent pas d'être préoccupés par le développement déséquilibré, l'inflation croissante et la « surchauffe » de l'économie. A l'été 2007, bien que l'inflation dépassât les 10%, le gouvernement que dirigeait Aigars Kalvītis du « Parti populaire » (Tautas Partija) (PP), ne tint pas compte des avertissements de la Banque de Lettonie et des institutions internationales qui demandaient l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan anti-inflation pour limiter la surchauffe de l'économie. Quand en mars 2008 il fut remplacé par Ivars Godmanis (actuellement député européen) du « Premier parti de Lettonie / Voie de la Lettonie » (Latvijas pirmā partija / Latvijas ceļš) (PPL/VL), peu d'observateurs imaginaient que le pays serait au bord de la banqueroute six mois plus tard.

A l'été 2008, l'inflation monta jusqu'à 18%, sans que le gouvernement n'ait pris les mesures nécessaires pour la limiter. Le marché de l'immobilier s'arrêta, le chômage progressa et la crise financière aux Etats-Unis se

répercuta sur le secteur bancaire lettone, qui avait développé une politique de crédit risquée, car trop confiante dans une croissance continue du marché immobilier. En octobre 2008, Parex, la deuxième plus grande banque lettone, demanda l'aide de l'Etat. Compte tenu du rôle stratégique de Parex dans le système bancaire lettone, le gouvernement décida d'acquiescer 51% des actions de la banque. Dans la période du 7 au 20 novembre, 457,4 millions supplémentaires de lats quittèrent la banque (en comparaison, le budget de l'Etat de 2008 prévoyait des rentrées de 5,5 milliards de lats) et l'Etat devait investir un milliard supplémentaire pour éviter l'effondrement de Parex, qui aurait pu entraîner l'effondrement de tout le secteur bancaire. Le sauvetage vinda les caisses de l'Etat ce qui obligea le gouvernement à se tourner vers les prêteurs internationaux (Fonds Monétaire International et Union européenne) pour éviter les cessations de paiement. Un prêt de 7,5 milliards € fut consenti après adoption par le gouvernement d'un programme de stabilisation économique comportant une réduction du déficit du budget de l'Etat de 13% à 3% du PIB. Le gouvernement Godmanis décida une réduction radicale des dépenses du secteur public. L'opinion publique fut choquée et, ayant perdu le soutien de ses partenaires de coalition, le gouvernement Godmanis démissionna.

Le Président de la République Valdis Zatlers choisit pour lui succéder l'ancien ministre des finances (2002-2004) de 37 ans, Valdis Dombrovskis, alors député européen de « Nouvelle ère » (Jaunais Laiks) (NE). Le gouvernement travailla jour et nuit pour élaborer un budget qui éviterait la banqueroute de l'Etat, maintiendrait la liaison du lat avec l'euro et organiserait une douloureuse « dévaluation interne ». Il fut obligé de baisser le niveau des retraites, des salaires du secteur public, et des dépenses de l'Etat dans tous les domaines, y compris la santé publique et l'enseignement. Au 3ème trimestre 2009, le PIB avait baissé de 19.1% et le chômage avait atteint 20%. Pourtant, Valdis Dombrovskis, considéré comme le leader de la nouvelle génération politique, honnête et non responsable de la crise économique en cours, continua à bénéficier de la confiance de l'opinion publique. Il expliqua clairement la nécessité absolue des mesures prises pour l'économie et persuada l'opinion publique de la justesse de l'action gouvernementale.

1. Le système électoral à bulletins de liste permet de barrer (-) des noms ou d'attribuer une voix de soutien (+) à des candidats. Le total des voix reçues par la liste détermine le nombre de sièges, le total des (-) et (+) classe les élus.

Processus de consolidation des partis

Les élections d'octobre 2010 se caractérisent par le début de la consolidation des partis politiques lettons. L'«*Union civique*» (*Pilsoniskā Savienība*) et NE (tous deux affiliés au Parti Populaire Européen), qui font partie du gouvernement Dombrovskis, entamèrent les discussions pour créer une alliance politique en vue des élections à la Saeima. Ils furent rejoints par la «*Société pour une autre politique*» (*Sabiedrība citai politikai*). Les électeurs jugèrent positive cette volonté de contrer l'émiettement des partis politiques et de stabiliser la vie politique. En 20 ans d'indépendance, 14 gouvernements se sont succédé. Les trois partis mentionnés fondèrent une alliance politique sous le nom «*Unité*» (*Vienotība*) en confirmant Valdis Dombrovskis comme candidat au poste de Premier ministre.

Le «*Premier parti de Lettonie / Voie de la Lettonie*» (*PPL/VL*) et le «*Parti populaire*» (*PP*), se sont également alliés de leur côté. Ces deux partis, dont l'image dans les sondages était extrêmement basse, ont gardé jusqu'aux élections une grande influence à la Saeima, en raison du nombre de leurs élus. Leur baisse de popularité s'explique par le fait que des membres de ces deux partis avaient dirigé le gouvernement et étaient directement responsables de la crise économique et du développement de la corruption. L'idéologie de ces deux partis était divergente : tandis que le PP était un parti conservateur national, le PPL/VL, idéologiquement plus confus, réunissait des libéraux et des conservateurs chrétiens. Cependant, leur mode de fonctionnement était semblable : ils furent créés pour défendre les intérêts économiques «*d'oligarques*» locaux et dicter les agendas politiques. Le PP est dirigé par le multimillionnaire et ancien Premier ministre Andris Šķēle, le PPL/VL par le multimillionnaire Ainārs Šlesers qui a occupé plusieurs postes ministériels stratégiques. Nommée «*Pour une bonne Lettonie*» (*Par labu Latviju*) (PBL), leur alliance bénéficiait de l'appui de nombreux millionnaires de Lettonie, qui espéraient avec le PBL limiter l'impact de la crise économique sur leurs entreprises. Il faut ajouter qu'une partie d'entre eux avaient constitué leur capital en remportant des marchés publics dont l'attribution avaient été biaisées, ce qui avaient déclenché les critiques les plus vives des experts et du public. A cet égard, la candidature

de l'ex-président de la République Guntis Ulmanis à la tête du PLL fut une profonde surprise, car il avait vertement critiqué la politique menée par les deux oligarques auxquels il s'alliait.

Enfin, le vieux parti conservateur national «*Patrie et liberté / LNNK*» (*Tēvzemei un Brīvībai/LNNK*) s'allia au parti radical national «*Tout pour la Lettonie*» (*Visu Latvijai*) (*TPL*) sous le nom d'«*Union nationale*» (*Nacionālo apvienību*) (*UN*). L'idéologie de ces deux partis est proche, mais le TPL est un parti de jeunes sans expérience parlementaire, prolifiques en manifestations et déclarations populistes. Leur candidat commun pour diriger le gouvernement est le député européen Roberts Zīle, qui a déjà dirigé plusieurs ministères.

Le «*Centre de la concorde*» (*Saskaņas Centrs*) (*CC*) siège déjà au Parlement en tant qu'association de partis et il fut consolidé avant les élections. L'électorat du CC se compose principalement de la communauté des citoyens russophones de Lettonie.

Le gouvernement de Valdis Dombrovskis recevait déjà avant les élections le soutien de l'«*Association des Verts et des Paysans*» (*Zaļo un Zemnieku savienība*) (*AVP*) réunissant 3 partis. L'électorat de l'AVP se trouve à la campagne et dans les petites villes. Le parti est dirigé par le multimillionnaire Aivars Lembergs, maire de la riche ville portuaire de Ventspils.

Les «*Oligarques*» dans la politique lettone

Pour comprendre les spécificités de la vie politique lettone, il faut tenir compte du rôle qu'y jouent les «*oligarques*». Des problèmes similaires existent dans plusieurs États membres ayant rejoint récemment l'Union européenne. Il est important de noter que l'influence des «*oligarques*» tend à diminuer : le public et les médias identifient en fait trois «*oligarques*» dont chacun contrôle un parti et participe à la prise de décision politique.

Après les dernières élections législatives, le maire de Ventspils, Aivars Lembergs, a conservé son influence. Il n'a pourtant jamais été en charge d'un ministère ni même occupé un siège à la Saeima. L'instrument de son influence est son parti, l'AVP. Il est accusé de délits criminels et fut emprisonné en 2007 pendant quatre mois, puis assigné à résidence pendant plusieurs mois.

La Lettonie après l'élection du parlement

Cela ne l'empêche pas d'être l'un des politiciens les plus populaires de Lettonie. Maire de Ventspils depuis plus de vingt ans, Aivars Lembergs contrôle indirectement plusieurs entreprises importantes, dont l'une est le *Neatkarīgā Rīta Avīze* (Quotidien matinal indépendant). Aivars Lembergs critique acerbement les valeurs libérales, accusant un réseau de « *sorosistes* » [2], de menacer les intérêts nationaux, et prétendant que la coopération de la Lettonie avec les Etats occidentaux n'est pas avantageuse.

Ainārs Šlesers est le deuxième de ces « *oligarques* » en termes d'influence. Il a constitué sa fortune dans l'immobilier. Ministre de l'économie à 28 ans, et ministre des communications pendant de nombreuses années, il a placé ses gens aux postes-clé, créant un réseau « *d'amis* » dans les conseils d'administration et les directions des entreprises d'Etat. Son comportement et ses manières lui ont valu le surnom de « *bulldozer* ». Son instrument d'influence politique est le PPL/VL.

Le troisième « *oligarque* » est le dirigeant du PP, Andris Šķēle, qui a trois fois occupé le siège de Premier ministre. Tout comme Lembergs et Šlesers, il a accumulé dans des circonstances troubles une des fortunes les plus considérables de Lettonie. Cependant, dans les années 1990, au début de son action politique, il était relativement populaire et bénéficiait d'une bonne réputation, qui lui permit de conduire le PP à la victoire aux élections de 1998. Mais aux élections de 2010, les scandales liés à son nom et sa politique d'appropriation du bien de l'Etat en ont fait le politicien le moins populaire.

La perte d'influence d'Andris Šķēle et d'Ainārs Šlesers après les élections a amené sur la scène un nouvel acteur : Juris Savickis, président d'ITERA Latvija, succursale de Gazprom, et ancien membre de l'espionnage extérieur d'URSS. Autrefois ITERA Latvija servait les intérêts de Gazprom plus discrètement, en travaillant dans les coulisses avec les élites des partis au pouvoir, surtout le PP et le PPL/VL, et en leur assurant des transactions avantageuses dans le domaine de l'énergie. Valdis Dombrovskis ayant la volonté de ne pas aggraver la dépendance énergétique par rapport à la Russie, ITERA Latvija doit trouver de nouveaux appuis politiques et des agents d'influence qui soutiennent les intérêts de Gazprom en Lettonie. Il n'est pas exclu qu'il y aura des tentatives de déstabiliser le gouvernement

Dombrovskis et de le remplacer par des partenaires plus compréhensifs.

Les programmes des partis

Il y a en Lettonie 80 partis enregistrés, mais seules 13 listes se sont présentées au Parlement, dont cinq pouvaient espérer avoir des élus. Voyons les programmes de ces partis.

Les principaux accents du programme de l'« *Unité* » portaient sur la création d'emplois, la justice sociale et fiscale, la concurrence « *honnête* » et l'éducation. En politique étrangère l'« *Unité* » se proposait de continuer d'élargir l'orientation occidentale de la Lettonie en s'intégrant de plus en plus à l'Union européenne et à l'OTAN. L'ancien chef du Bureau de Prévention et de Répression de la Corruption (KNAB), Aleksandrs Loskutovs, figurait en bonne place sur la liste de l'« *Unité* », accentuant une réputation de lutte contre la corruption et de promotion d'une politique honnête. L'« *Unité* » soutenait la nécessité de poursuivre la collaboration avec les prêteurs internationaux et les réformes, si douloureuses soient-elles, pour améliorer la situation économique et assurer une croissance stable.

Le PBL se présentait comme le parti des entrepreneurs et des producteurs qui se promettaient de gagner de l'argent et de libérer la Lettonie du joug des « *occupants financiers* ». Le programme mettait l'accent sur une éducation gratuite de qualité, des impôts bas, des retraites élevées et une politique étrangère orientée vers des partenaires intéressants à l'Est. Dans ce dernier domaine, le PBL s'engageait à améliorer les relations avec la Russie et les autres Etats de la CEI, pour que les entrepreneurs puissent accéder à ces marchés. En matière économique, les dirigeants du PBL critiquaient la collaboration avec les prêteurs internationaux et affirmaient pouvoir, soit changer les conditions de prêt, soit y renoncer complètement. Le PBL promettait de baisser les impôts pour stimuler l'économie et remplir les caisses de l'Etat.

L'« *Association des Verts et des Paysans* » (*Zaļo un Zemnieku savienība*) (AVP), qui avait pour devise « *Maître dans sa terre* », désigna comme candidat au fauteuil de Premier ministre le maire de Ventspils, un homme inculpé de délits graves. En matière d'économie nationale, l'AVP voulait réduire la bureaucratie,

2. Le terme « *sorosiste* » est formé à partir du nom du milliardaire américain George Soros. Il faut le comprendre comme un synonyme de « *cosmopolite* »

rendre le système fiscal plus juste, réactualiser les stratégies à long terme de l'agriculture et du développement rural. Dans le domaine social, l'AVP promettait de maintenir les retraites au niveau actuel, d'assurer une médecine de qualité dans les régions, et d'obtenir la surveillance des enfants dans les écoles pendant les temps libres. L'AVP insista aussi sur l'amélioration qualitative de l'enseignement par diverses réformes. En politique étrangère, l'AVP souhaitait s'intégrer plus fortement dans les organisations internationales. C'était pourtant en contradiction avec l'attitude critique de leur candidat Premier ministre vis-à-vis de la participation de la Lettonie à l'OTAN. L'AVP demandait en outre le retrait rapide des troupes lettones d'Afghanistan.

Dans son programme, l'« *Union nationale* » (Nacionālo apvienību) (UN) concentrait principalement son attention à la formation d'une « *Lettonie lettone* ». L'UN promettait de limiter fortement l'immigration, pour réserver les emplois aux habitants de la Lettonie en période de chômage. Au chapitre économie, l'UN assurait vouloir continuer de collaborer avec les prêteurs internationaux et réaliser les réformes indispensables. En politique étrangère, elle proposait de renforcer les capacités de défense et développer la présence militaire de l'OTAN en Lettonie. Dans ce but, plusieurs représentants de l'UN ont invité les Etats-Unis et l'OTAN à implanter une présence stratégique en Lettonie.

Pendant toute la campagne électorale, le « *Centre de concorde* » (Saskaņas Centrs) (CC) fut en tête des sondages et les « *politologues* » pronostiquaient également que le CC recueillerait le plus de voix. Leur programme prétendait à une victoire électorale qui permettrait de sauver l'Etat de la banqueroute, des humiliations et du capitalisme sauvage, de créer une économie socialement responsable en nommant un gouvernement de ministres professionnels sans attaches dans les partis. Le CC critiquait vertement la collaboration avec les prêteurs internationaux et proposait d'y mettre fin. Le représentant du « *cabinet noir CC* » critiquait les banques pour leur politique en Lettonie et menaçait de les nationaliser pour « *mettre fin à [leur] oligarchie* ». En politique étrangère, le CC privilégiait une large collaboration avec la Russie pour stabiliser une nouvelle croissance. Une partie du CC se prononçait en faveur d'un retrait de l'OTAN et l'Union européenne, mais sans que cela ne figure dans le programme électoral. Son

électorat se composant en majorité de citoyens russo-phones, le CC demandait que le russe devienne langue officielle et que les « *non-citoyens* » reçoivent la nationalité lettone. La majorité des politiciens du CC n'ont jamais reconnu qu'il y ait eu une occupation soviétique de la Lettonie.

En analysant les promesses électorales, il faut reconnaître que le populisme était présent d'une certaine façon dans tous les programmes. Mais celui des propositions du PBL fit particulièrement rire les experts économiques, ses propositions alternant des conceptions d'extrême droite et d'extrême gauche. N'oublions pas que les politiciens du PBL ont été au pouvoir de 2004 à 2009 et sont directement responsables de la crise actuelle. Les programmes les moins populistes sont ceux de l'« *Union* » et de l'UN. Au cours des débats, les politiciens de ces deux alliances électorales gardèrent le sens des réalités, sans promettre l'impossible, mais insistèrent sur les mesures à prendre pour éviter une nouvelle crise et faire baisser le chômage. Après les élections, l'AVP renonça à une grande partie de ses promesses populistes.

La campagne électorale

La campagne électorale commença tard et fut moins active que les précédentes. Cela s'explique par la crise économique et le manque de moyens financiers de la plupart des partis pour payer la publicité télévisée. La loi fixe un plafond de 800 000 € pour la publicité de chaque parti. Le PBL, ayant les plus larges moyens officiels et cachés, a été le plus présent à la télévision. Le CC, qui a bénéficié d'une large publicité dans les médias russophones, était pratiquement absent des médias lettonophones.

Consciente de la popularité de Valdis Dombrovskis, l'« *Union* » orienta les débats sur une compétition au poste de Premier ministre dont les autres personnalités furent : A. Šlesers (PBL), A. Lembergs (AVP), R. Zīle (UN) et J. Urbanovičs (CC).

Les débats ont principalement porté sur les mesures d'austérité, l'économie, la création d'emplois, les impôts et les retraites. Les candidats au poste de Premier ministre croisèrent le fer à plusieurs occasions sur ces questions. Malheureusement, 20 ans après la restauration de l'indépendance, les électeurs continuent à voter se-

La Lettonie après l'élection du parlement

lon leur appartenance ethnique. Les efforts des partis pour amoindrir ce communautarisme ont été vains. L'« Union », l'UN et l'AVP se concentrent principalement sur l'électorat letton. L'« Union » et l'UN considèrent que la société en Lettonie doit se développer sur la base de la langue d'Etat et communiquent donc avec les russophones principalement en letton. Pendant ce temps le CC utilise le russe avec la communauté russophone. Pour sa part, le PBL emploie le letton avec les Lettons et le russe avec les russophones.

Cette campagne électorale vit étonnement peu de débordements et de diffamations et peut être considérée comme correcte. On peut mentionner vers la fin de la campagne une publicité du PBL pour A. Šlesers, affirmant que si Valdis Dombrovskis restait au pouvoir les retraites seraient réduites et les impôts augmentés. Deux livres du journaliste d'enquête indépendant, Lato Lapsa, ont également fait le jour sur des affaires peu flatteuses concernant A. Šlesers et A. Lembergs. Enfin, un jeu organisé par les jeunes CC de « *tir avec des bottes* » caricaturait le Premier ministre Dombrovskis.

Il y eut beaucoup de discussions à propos de l'enquête menée par l'« Union » proposant de choisir le futur Premier ministre entre V. Dombrovskis et J. Urbanoviču du CC. Au départ de cette enquête, il y a les sondages qui donnaient le CC et l'« Union » en tête. Le but était de fournir des arguments supplémentaires au Président de la République dans son choix, après les élections, de la personnalité qui formerait le nouveau gouvernement.

Les résultats des élections et la formation d'une majorité

La participation aux élections fut de 62.62% du corps électoral, ce qui est quasi équivalent à celle des élections de 2006 et malgré l'émigration de quelques 100 000 habitants de Lettonie partis chercher du travail à l'étranger. Cette participation peut être considérée comme satisfaisante. Jusqu'au dernier jour le résultat fut incertain. Les sondages donnaient le CC gagnant et les commentateurs, pronostiquant sa victoire électorale, imaginaient qu'il puisse pour la première fois participer au gouvernement. L'« Union » et le CC étaient au coude-à-coude. Pourtant, après la clôture des bureaux de vote, les estimations accordaient le meilleur score à l'« Union » du Premier ministre.

Au final, l'« Union » comptabilisa 33 élus sur 100 sièges, ce qui est le deuxième meilleur résultat d'un parti depuis la restauration de l'indépendance. Le CC en totalisa 29 et l'AVP 22. En quatrième vint l'UN avec 8 élus, et en cinquième le PBL, soutenu par les multimillionnaires avec également 8 élus. Dans les deux élections précédentes, le total des deux partis formant l'actuel PBL était de 33. Les électeurs ont sanctionné les politiciens du PBL pour leurs actions de ces dernières années, et pour les décisions erronées qui menèrent pratiquement l'Etat à la banqueroute. De 2000 à 2010, des membres de l'alliance PBL ont occupé pendant 8 ans le poste de ministre des Finances et pendant 7 ans celui de Premier ministre. Ce résultat fut une grande déception pour ces partis de pouvoir, et particulièrement pour les entrepreneurs qui avaient si largement soutenu la campagne du PBL.

Les résultats désignèrent clairement Valdis Dombrovskis et la Vienotība pour former le nouveau gouvernement. L'« Union » avait annoncé pendant la campagne que l'AVP et l'UN seraient leurs partenaires privilégiés. Ces deux partis faisaient déjà partie de la coalition qui vota les mesures impopulaires du budget. Valdis Dombrovskis entama des consultations avec le CC pour une collaboration gouvernementale sous les conditions suivantes: l'approbation par le CC de la continuation de la collaboration avec les prêteurs internationaux, l'accord sur le fait que le letton reste l'unique langue nationale, la reconnaissance de l'occupation de la Lettonie par la Russie, et enfin le soutien du CC à une intégration plus profonde dans l'Union européenne et l'OTAN. Refusant de s'aligner sur ces prises de positions, le CC renonça à une participation à la coalition gouvernementale. L'étape suivante fut la négociation pour une coalition avec l'AVP et l'UN. Finalement le gouvernement repose sur la coalition de la Vienotība et de l'AVP. Le total des élus est de 55 avec l'appui supplémentaire de 8 députés de l'UN, qui garantit une stabilité des décisions.

La Lettonie est une démocratie parlementaire et la Saeima (parlement) confirme le gouvernement et élit le Président de la République. Le Président représente la Lettonie au niveau international, choisit et nomme le candidat au fauteuil de Premier ministre que la Saeima peut ensuite confirmer. Quoique le Président soit libre de ses choix, il tient compte des rapports de forces

réels à la Saeima. Le Président Valdis Zatlers, après consultation avec tous les partis représentés au parlement, a invité Valdis Dombrovskis à former le gouvernement.

Les prochains défis

La Lettonie doit encore relever des défis sérieux. Pour atteindre le prochain objectif, c'est-à-dire rejoindre la zone euro en 2014, il faut continuer la consolidation fiscale et les réformes structurelles. En application de l'accord entre la Lettonie et la Commission européenne, le déficit du budget de 2011 doit être inférieur à 6% du PIB et celui de 2012 inférieur à 3% du PIB, au niveau prévu par les critères de Maastricht. Cela peut impliquer une réforme de la sécurité sociale et des retraites. Ce seront encore des mesures politiquement difficiles. Le volume des retraites a pu être conservé jusqu'à présent, mais il n'est pas garanti à long terme. La santé publique et l'enseignement supérieur doivent être rationalisés et rendus plus efficaces. Ces réformes qui touchent de nombreux intérêts politiques rencontreront certainement résistance et inertie. Tout comme l'encaissement des impôts, la réduction de l'économie grise et l'introduction d'une fiscalité progressive. Le prochain test de maturité politique sera l'élection du Président de la République par la Saeima, en juin 2011. La stabilisation des relations avec la Russie passera par un équilibrage de relations économiques pragmatiques avec la conservation d'une indépendance politique totale.

Un optimisme mesuré semble justifié pour que le gouvernement Dombrovskis réussisse, pas à pas, à résoudre ces problèmes en gardant une stabilité sociale et politique tout en continuant à réaliser les réformes indispensables. Je suis convaincue que dès 2012, la Lettonie sera en mesure de répondre aux critères de Maastricht et, ainsi, de se qualifier pour rejoindre la zone euro. En 20 ans, nous avons fait un grand chemin en modernisant l'Etat et la société. Bien sûr il y a eu des erreurs dans la politique lettone, et, comme ailleurs, il y a quelques acteurs malhonnêtes. Mais dans l'ensemble, les résultats obtenus dans la restauration de l'Etat sont honorables.

Les dirigeants actuels de la Lettonie ont clairement démontré à leurs collègues en Europe et dans le monde qu'il est possible de prendre des mesures indispensables, même très impopulaires, et en même temps garder la confiance des électeurs pour poursuivre ce travail. Cette confiance ne doit pas être déçue.



Auteur : Sandra Kalniete

est actuellement députée européenne dans le groupe du Parti Populaire européen, après avoir été ministre des Affaires étrangères de Lettonie, commissaire européen et ambassadeur de Lettonie en France.

[Voir sa biographie complète sur le site du Parlement européen](#)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.